

*Robert Cabanes*

## Identités du territoire limouxin

*L'auteur, ethnologue, a observé Limoux et y a vécu. Il a porté son regard, entr'autres, sur les associations. Il montre ici de façon subtile tout le jeu entre « la localité », lieu symbolique vivant, porteur d'identité sociale, et les associations, nombreuses et vivantes. Certaines d'entre elles font appel à la « localité » et bénéficient de sa protection lorsqu'elles sont menacées ; d'autres vont manifester cette identité à l'extérieur. Dans ce jeu constant, la « localité » se renforce.*

*Mais les règles du jeu sont strictes : leur non respect voue à l'échec toute tentative d'association qui ne s'y conforme pas. Elles tendent à limiter les antagonismes concurrentiels, la ségrégation sociale et la recherche de distinction dans les activités, et à minimiser ainsi les conflits.*

*Cette culture locale spécifique est-elle unique en France ? Pour l'instant, elle paraît menacée par les forces externes, mais aussi par son propre succès. Saura-t-elle y faire face ?*

Deux logiques d'action collective peuvent être observées : celles qui ont pour base le partage d'une même position dans la production et pour objectif la défense des intérêts matériels, et parfois symboliques, des catégories concernées ; celles qui s'effectuent sur la base d'une association de catégories ou de classes sociales dont les enjeux sont définis par les objectifs de reproduction sociale ou culturelle qu'elles se sont assignés. On voudrait montrer que, dans les deux cas, l'action collective localisée s'effectue par la constitution de groupes sociaux partageant, provisoirement ou durablement, de manière segmentée ou plus large, une même identité sociale. La description des possibilités d'existence et des modalités de fonctionnement de ces groupes sociaux rapportés aux enjeux qu'ils prennent en charge, au-delà du compte rendu d'une singularité locale, peut contribuer à éclairer les mécanismes de recomposition de la société civile puisque tout territoire en tant qu'espace de relations

sociales concrètes — en deça, au-delà, ou au niveau communal — rassemble des classes sociales différentes.

L'observation de l'action collective localisée conduit à reconsidérer les analyses du phénomène associatif qui se placent d'emblée à un niveau d'interprétation global-national. Au lieu de dissocier le phénomène associatif en deux composantes, *la vie associative*, que connote l'idée d'une certaine routine, d'une certaine léthargie même, et qui du fait de l'ancienneté de son existence, semble apparaître de plus en plus comme un simple appendice d'une gestion étatique <sup>1</sup>, et *le mouvement associatif* plus récent, qui se caractériserait essentiellement par son exigence de démocratie participative, ses stratégies à l'égard du pouvoir politico-administratif local, et qui serait un lieu privilégié d'expression des classes moyennes <sup>2</sup>, nous proposons une analyse d'ensemble du phénomène associatif à l'échelle de la localité. En ces lieux, définis par une morphologie sociale particulière, le positionnement des groupes sociaux se fait en fonction de stratégies d'intérêt ou de reconnaissance qui passent par le phénomène associatif au sens large (syndicats ouvriers y compris), mais aussi à travers la sociabilité « informelle » qui n'est pas ici analysée en tant que telle, mais comme un « reste » du phénomène associatif ; elle s'explique aussi par la position des groupes sociaux localisés.

En examinant les possibilités d'existence des groupes sociaux localisés à partir de la position des classes sociales dans la morphologie sociale locale, — et ceci aussi bien à travers les échecs que les réussites de l'action collective, ce qui implique la prise en compte d'une certaine durée —, on est amené à se demander si les stratégies d'intérêt et de reconnaissance de ces groupes, et leur inverse, les stratégies de repli ou d'anomie, ne sont pas également fondées par la question du sens de l'activité collective : pourquoi les nécessités de l'échange, ou du repli ? N'y a-t-il pas, derrière ces activités concrètes, un modèle de vie publique, un modèle de société civile qui est à l'œuvre ? A l'inverse, derrière l'inaction collective, le repli, voire la répulsion, n'y a-t-il pas l'impossibilité d'accéder à ce sens ? On tente de montrer : 1) que l'action professionnelle localisée ne peut atteindre ses objectifs que dans la mesure où elle parvient à associer à ses intérêts matériels les intérêts symboliques du reste ou d'une fraction de la localité, 2) que cette règle, issue d'une culture locale perpétuellement réinterprétée par les transformations de la morphologie sociale, se définit comme la nécessité d'un processus d'unification de la localité, que ce processus s'effectue par la lutte, le compromis ou l'échange entre les divers groupes sociaux partenaires de l'action collective <sup>3</sup>.

1. P. Gremion, *Les associations et le pouvoir local*. Esprit, Juin 1978.

2. M. Dagnaud, La classe « d'alternative ». Réflexion sur le changement social dans les sociétés modernes. *Sociologie du Travail*, vol. 4, 1981. D. Mehl, Culture et action associatives, *Sociologie du Travail* vol. 1, 1982.

3. Les observations qui suivent portent sur la ville de Limoux (11 000 h) étudiée dans le cadre de l'ATP : Observation du changement social. Nous y avons séjourné plusieurs fois de 1977 à 1979, puis une année entière en 79-80. Le compte rendu de cette

L'ACTION COLLECTIVE PROFESSIONNELLE :  
LA NÉCESSAIRE RÉFÉRENCE CULTURELLE

L'action professionnelle ne fait pas nécessairement appel à la localité pour parvenir à ses objectifs ; on ne l'analyse pas ici en totalité mais dans ses rapports à la localité. Il apparaît cependant que toute l'action professionnelle connaît un processus constant de relocalisation depuis le début des années 70. Pour des raisons diverses : développement de l'activité syndicale marqué par la coupure locale de 1968 qui a définitivement effacé les rapports paternalistes dans les plus grandes entreprises et instauré une relation directe syndicats-localité, évacuant la médiation patronale ; crise de la viticulture et des activités de service traditionnelles (commerce, artisanat) qui a suscité des dynamiques d'action à partir des ressources locales ; seul le milieu enseignant ne semble pas touché par la conjoncture de cette décennie et son action semble s'inscrire dans une plus longue durée. Comment décrire alors ces modalités d'action : épiphénomène conjoncturel et/ou permanence d'une culture locale ?

1) *Activité syndicale et travail salarié : ouvriers et employés.*

L'action syndicale récente montre qu'ouvriers et employés (particulièrement les premiers) acquièrent une position sociale nouvelle dans la localité. L'activité syndicale, dans la plus grande partie de son déroulement a un caractère interne spécifique au milieu de production, même lorsqu'elle est reliée aux organisations nationales. Dans quelles conditions s'adresse-t-elle à la localité ? Le cas le plus fréquent est celui de fermeture d'entreprises ; il n'y en a pas eu ici, mais on constate que l'activité syndicale fait appel à la solidarité locale lorsque les conflits du travail mettent en jeu la dignité individuelle ou collective du travailleur, elle n'y fait pas appel lorsque ses revendications concernent les salaires ou la durée du travail. Le problème est de définir alors la notion de dignité, ou son inverse l'indignité. Elle renvoie à deux processus : l'un immédiat, exprimé dans le langage courant, et qui concerne les cas manifestes de répression personnelle dans l'activité de travail (insultes, gifles, brimades) ; l'autre médiatisé par une combinaison des conditions d'exercice du travail au nombre desquelles certaines apparaissent plus importantes que d'autres : la nature du travail (plus ou moins parcellisé, déqualifié), le degré d'emprise hiérarchique interne à l'entreprise, qui est relativement indépendant de la nature

---

recherche a été publié dans les cahiers de l'OCS, vol. VIII, p. 1-361 sous le titre : Limoux : socialité publique et identité. On a porté une attention de type ethnographique à l'ensemble de la vie associative. On a pu consulter un fichier des associations tenu à la sous-préfecture depuis 1906, ce qui a permis de repérer des associations récentes n'ayant eu qu'une existence éphémère et de retrouver leurs acteurs ; aussi peut-on parler du phénomène associatif dans son ensemble et relier les raisons de ses réussites à celles de ses échecs.

du travail exercé et qui englobe tous les types de travail, les possibilités de promotion ou de carrière dans l'entreprise.

Ces facteurs renvoient aux segmentations dans le monde du travail et, dans le cadre d'une analyse localisée, à des types d'entreprise qui se signalent, ou pas, par une action syndicale qui constitue une réponse aux conditions d'exercice du travail. Ainsi, les services publics de l'État, où la gestion du personnel (rémunération, promotion...) est assurée au niveau national et où une certaine autonomie professionnelle est déjà conquise, les petites entreprises artisanales (moins de 50 salariés), où la qualification du travail est reconnue même si la promotion est faible et où l'emprise hiérarchique du fait de la taille est relativement peu prégnante, développent peu d'activité syndicale. Par contre les services privés gérés par le droit du travail ou les entreprises privées gérées par des conventions collectives de branche laissent une place beaucoup plus large à la gestion interne des rapports sociaux de l'établissement. C'est un lieu où peuvent se développer des conflits ; leur développement résulte de la combinaison des facteurs évoqués : nature du travail, degré d'emprise hiérarchique, possibilité de promotion. Ainsi l'analyse de l'activité syndicale, et particulièrement de celle qui a débouché sur un appel à la solidarité locale, durant ces 20 dernières années, souligne l'importance de deux établissements : le centre psychothérapeutique, une usine de chaussures.

a) Dans l'usine de chaussures (480 salariés) se combinent :

— Une organisation du travail très segmentée, un tiers sur chaîne et deux tiers sur chaîne et au rendement, qui définit des postes de travail très parcellisés malgré un pourcentage d'ouvriers qualifiés (44,3 %) supérieur à celui des ouvriers spécialisés (37,9 %), le reste des postes de travail étant occupés par les employés, la maîtrise et les cadres ; un tiers des ouvriers, ceux du secteur commercial, ne sont soumis ni à la chaîne ni au rendement ; la main-d'œuvre est féminine à 60 %.

— Une emprise hiérarchique forte essentiellement basée sur le calcul de la rémunération des temps de travaux. Ce calcul est déterminé, pour les ouvriers qualifiés, par le système de classification obtenu au niveau national en 1968 ; ce système, du fait de l'évolution des techniques de production et de l'apparition de nouveaux produits finis, est devenu, par endroits, inadapté, et laisse place aux conflits sur la rémunération du temps de travail. Pour les ouvriers spécialisés, cette rémunération s'effectue à partir de chronométrages effectués par la maîtrise sur quelques postes de travail ; elle donne lieu à des contestations encore plus nombreuses. A partir du calcul des temps de travaux qui fondent la rémunération (la prime de rendement peut arriver à 20 % du salaire de base), se greffe toute la vie sociale de l'entreprise marquée en outre par le contexte d'un resserrement des temps pour obtenir des gains de productivité. Il y a là une réduction du travailleur à des gestes de travail qui devient encore plus insupportable lorsque la maîtrise vient faire des remarques sur la qualité du travail

fourni. L'impossibilité d'obtenir des bases de calcul claires et définitives, jointe au refus du patronat de supprimer le travail au rendement, créent un noyau dur de revendications à partir duquel se greffent tous les appels à la solidarité locale.

— Une quasi-absence de promotion, que ce soit pour le passage d'ouvrier spécialisé à ouvrier qualifié, ou plus encore pour le passage à la fonction de maîtrise.

L'activité syndicale au niveau quotidien de l'entreprise s'emploie à desserrer l'emprise hiérarchique par l'unification des catégories inégalement affectées par cette emprise ; c'est à la faveur d'une conjoncture où l'emprise hiérarchique plus forte entraîne une unité plus forte des travailleurs que se déclenchent les grèves longues suivies d'appels à la solidarité locale ; ces grèves concernent les ouvriers spécialisés et qualifiés de la production, les ouvriers du secteur commercial le plus souvent, mais ne concernent pas la maîtrise ni les niveaux hiérarchiques supérieurs. En exigeant et en obtenant l'appui de la municipalité et plus largement de la population par la divulgation des pratiques sociales internes à l'entreprise, parfois de manière spectaculaire (radio libre), l'action syndicale désigne au jugement public non pas les patrons dans leur ensemble, mais l'un d'eux. Si, de ce fait, son efficacité en est redoublée, elle est au préalable dépendante de la puissance syndicale à l'intérieur de l'entreprise. Et si ce ne sont jamais, jusqu'ici, les revendications fondamentales qui sont satisfaites (ce qui est la condition de la perpétuation de cette situation), mais d'autres, plus secondaires, il y a dans cet affrontement public, presque régulier, entre patronat et syndicat, une accession des ouvriers à la dignité publique locale, la prise de conscience par la localité d'une condition ouvrière précise, en même temps qu'un processus d'isolement de ceux qui se montrent hostiles ou tièdes. C'est le moment où les actes de résistance et de dignité des travailleurs dans l'entreprise sont rejoués, mis en valeur et rendus publics ; une dimension culturelle locale se crée et s'affirme à ce moment-là.

c) Au Centre Psychothérapeutique (635 salariés)<sup>1</sup> :

— Le travail est beaucoup moins parcellisé, et la division du travail parfois bien difficile à établir concrètement entre l'infirmier et l'aide-soignant. Chaque individu aurait, s'il en avait les moyens, la possibilité d'enrichir le contenu de son poste de travail (la relation avec les malades) dans la mesure où en certains pavillons le travail physique d'entretien et de surveillance n'est pas totalement prenant.

— Les possibilités de promotion sont plus réelles qu'à l'usine de chaussures ; un aide-soignant peut devenir infirmier s'il est recruté assez jeune et accomplit les deux années de formation du centre ; 25 % des infirmiers environ peuvent devenir soit animateur-surveillant soit coordinateur.

1. L'organisation du Centre a été profondément renouvelée en 1980. Nous parlons ici de celle antérieure à cette date.

— A cette relative possibilité d'enrichissement du poste de travail dans l'immédiat et sur un plus long terme, s'oppose d'une part une coupure hiérarchique forte entre le personnel infirmier (y compris ses cadres) et le personnel médical, d'autre part une liaison forte entre les cadres du personnel infirmier et l'administration du centre. La coupure infirmiers-médecins frustre les premiers des perspectives d'enrichissement de leur tâche qu'ils pouvaient entrevoir : un moment le syndicat s'est largement préoccupé de formation permanente mais s'est heurté à cet obstacle ; par la suite, des intermédiaires (psychologues, assistantes sociales) ont tenté la même chose en pratique à l'intérieur de l'établissement et ont échoué aussi. D'autre part, la liaison responsables du personnel infirmier-administration renforce cette frustration dans la mesure où elle évacue l'amélioration thérapeutique de la gestion de l'établissement.

Ainsi l'activité syndicale devient extrêmement sensible à tous les incidents ou les faits qui manifestent une imposition plus lourde de la hiérarchie. Ainsi de la grève de 1973, où un infirmier avait eu 15 jours de mise à pied pour avoir giflé un cadre administratif, qui obtient l'annulation de cette sanction ; ainsi des laborieuses négociations lors de la réorganisation de 1980 où le rétablissement d'une prime de service hiérarchisée a été imposé. Sans doute, ici, l'ensemble des conditions de travail apparaît plus léger qu'à l'usine de chaussures, d'autant que les salaires y sont meilleurs. Ce n'est donc pas la revendication d'un accroissement de l'autonomie professionnelle qui est portée à la connaissance du public<sup>1</sup> mais les aspects les plus humiliants, et exceptionnels, de l'imposition hiérarchique. C'est le contenu qui concerne la culture locale.

Si l'on doit à un mouvement national (1968) l'origine des pratiques localisées de l'action syndicale, ces dernières se perpétuent maintenant de manière autonome. La situation locale est prise en compte à part entière, et donne lieu soit à une action localisée, soit à une action articulée avec l'action syndicale nationale. La classe ouvrière locale auparavant segmentée par des rapports sociaux paternalistes et spécifiques prend actuellement conscience de sa propre force et impose sa propre culture, crée un nouvel aspect d'identité par la dialectique qui s'établit entre ses syndicats les plus combatifs et l'opinion publique locale.

Il semble cependant exister une correspondance entre la disqualification subie dans le milieu de travail, et la relative absence de participation à la vie publique locale. Dans les moments forts de son action, l'activité syndicale efface la marque de la domination ou de l'impuissance qui se réinsinue peu à peu dans le contexte quotidien du travail. On peut voir en effet que ce sont les établissements où la déqualification est la plus forte, l'autonomie professionnelle la moins reconnue, qui retiennent le plus les travailleurs hors des sphères de la vie publique locale (Ex. une usine de

1. Elle est considérée par ce dernier comme à peu près acquise.

chaussures, l'hôpital rural, la Tuilerie). A l'inverse, les travailleurs des établissements où la déqualification est moindre, l'autonomie professionnelle davantage reconnue participent davantage à la vie publique locale (Ex. petites entreprises du commerce ou du bâtiment, une autre usine de chaussures, les salariés des services publics). Comme si à la déqualification vécue dans le milieu de travail devait inévitablement correspondre une disqualification parallèle dans la vie publique locale ; comme s'il fallait éviter de redoubler l'une par l'autre.

Le temps hors-travail, parmi les travailleurs les plus disqualifiés en particulier, est en priorité employé à la reconstitution d'une identité personnelle. La maison individuelle (achat, entretien, finition, amélioration) devient le support d'une relation intense entre un petit nombre d'amis (de même niveau social) ou entre parents. Si la maison individuelle n'existe pas, c'est toujours entre un petit nombre d'amis ou de parents que s'effectuent les relations. Il y a bien là un processus de reconstitution de l'identité personnelle — de requalification — qui passe par des points de repère bien établis : maisons, petit groupes, groupes de sociabilité informelle où se joue un processus d'unité entre acteurs impliquant le rassemblement des mêmes et l'évitement ou le rejet des autres. De la même manière, les travailleurs les plus déqualifiés se retrouvent essentiellement dans les associations qui, de par leur mode d'organisation, leur laissent la plus grande autonomie et donc la possibilité de constituer de petits groupes indépendants : pêche, pétanque, sport corporatif. Mais ils n'y prennent pas de responsabilités ; car, à ce niveau, la vie associative tend à rejouer, derrière le processus de résorption des différences de ces acteurs à travers un projet commun, les différences du statut personnel et social.

## 2) *L'action professionnelle du milieu viticole et des travailleurs indépendants.*

L'action professionnelle viticole déborde par ses enjeux le cadre local ; elle rassemble des gens inégalement répartis dans le processus de production (des viticulteurs, grands petits ou moyens, aux coopératives et aux SICA) ; son importance économique dans la région en fait un baromètre social. Localement, ce milieu est marqué par la présence massive des coopératives, en particulier celle de la Blanquette, qui a insufflé un dynamisme économique puissant à la petite région. Dans ce contexte, toute action du milieu qui se veut d'envergure, qui entend déborder sur les autres milieux sociaux a de fortes chances de réussite ; il y va de l'avenir économique de la région, (de la grande comme de la petite), même si la population active de ce secteur ne représente que 12 % de la population active totale de la commune. Autrement dit, le milieu viticole ne se présente pas devant les autres milieux en quête de reconnaissance, il ne vise pas à faire reconnaître son identité, mais plutôt il organise autour de lui une solidarité locale et régionale qu'on ne peut guère lui refuser. Son dynamisme dans le domaine associatif extra-viticole ne vise pas à assurer l'expression

des différentes catégories sociales qui le composent, ni à élargir, par l'association à d'autres milieux, les bases de son identité, mais bien plutôt à organiser la promotion du produit partout où l'activité locale culturelle, sportive... lui semble porteuse. Le milieu viticole instrumentalise à son profit les référents culturels locaux existants.

A l'inverse, d'autres associations à caractère professionnel, qui ne jouent pas un rôle moteur dans l'activité économique, ou qui ne constituent pas en leur sein une unité cohérente, ne parviennent pas à créer le référent culturel local qui rassemblerait autour d'elles une fraction de la localité telle que l'on puisse dire qu'il y a constitution d'un espace d'identité sociale. Car leur objectif est bien de mobiliser la localité, ou au moins de trouver en elle un écho qui puisse constituer un appui à leurs initiatives.

La position de travailleur indépendant (commerce, artisanat, construction) est à l'origine même de l'identité de la ville ; ce sont les professions qui ont longtemps fait l'opinion et tenu les municipalités<sup>1</sup>. Néanmoins l'évolution économique globale remet en question certains secteurs d'activité (services privés traditionnels surtout, bâtiment et travaux publics aussi) et entraîne des réactions associatives extra-syndicales à base locale à partir des années 60.

Ces réactions sont de deux sortes. Certaines associations définissent des objectifs précis qui limitent le nombre d'individus ou de catégories concernés ; elles ont un fonctionnement assez régulier et parviennent à réduire en leur sein les mécanismes concurrentiels. Cette réduction limitée se réalise de deux manières :

— Une réaction défensive mais adaptée à la restructuration du système de distribution (grandes surfaces locales, possibilités accrues de déplacement de la clientèle) qui reste toujours dépendante d'une redéfinition de la position de la ville dans le milieu économique environnant.

— Une réaction plus offensive sur la base d'une promotion des spécialités locales. Cible mieux définie, activités plus sélectives. L'idéologie localiste distribuée sur tout le territoire national, est utilisée comme support de l'action collective. Elle ne parvient pas cependant à élargir les bases d'association avec d'autres groupes sociaux locaux. Ces associations ne pourraient en définitive qu'utiliser le « modèle viticole » en s'y associant : instrumentaliser à leur profit la culture locale déjà existante. C'est pour elles la seule manière de légitimer au niveau local leur action particulière. Encore faut-il que leur propre unité soit assez forte ; ce processus est engagé.

D'autres associations telle la Jeune Chambre Économique ont essayé de légitimer leur action de caractère économique en créant un espace

1. La représentation de cette catégorie au conseil municipal suit une régression régulière, indépendante des tendances politiques qui le dominent (de 47,8 % en 1959 à 14,8 % en 1977).

culturel nouveau, lié à cette action (visite commentée des entreprises de la ville lors d'une foire-exposition annuelle) ou pas (ciné-club, connaissance du Monde). Ces actions ont été reconnues au niveau local un certain temps, mais elles sont restées sans prise durable sur lui pour deux raisons principales. D'une part, parce que le milieu viticole, qui a son propre système de promotion, avéré et efficace, ne s'est pas associé à cette initiative ; d'autre part parce que l'unité interne de la JCE s'est révélée trop faible (aucune réduction des antagonismes concurrentiels). Ainsi cette action est redevenue prisonnière de son milieu et a été renvoyée à la segmentation qui y règne : un nouveau groupe social local, un nouvel espace d'identité sociale locale n'a pu émerger parce qu'aucun intérêt symbolique commun entre le groupe initiateur et une partie de la localité n'a pu se dégager.

### 3) *L'action professionnelle localisée du milieu enseignant.*

L'analyse de l'action du milieu enseignant renvoie à l'histoire. Car il y a une identité assignée au milieu enseignant, une fonction héritée de la III<sup>e</sup> République, que la société locale attend de lui : la fonction enseignante devait se doubler d'une mission d'éducation de la société civile et particulièrement de sa jeunesse. Cette attente dure toujours, bien que fortement atténuée par le contexte actuel où l'essentiel de la culture est médiatisé ; elle est cependant quelque peu réactualisée par le renouveau culturel régional et local. Si, dans son ensemble, le milieu enseignant ne répond plus à cette attente, toutes les initiatives que ses membres déploient y correspondent, même celles issues de l'enseignement privé, et elles sont, dans un contexte à dominante laïque, à visée anti-hégémonique.

Cette intervention passe le plus souvent par l'intermédiaire de la Fédération départementale des œuvres laïques qui regroupe 150 associations environ (et 17 000 membres), la plupart à l'adresse de la jeunesse scolaire, mais aussi à l'adresse de toute la population : bibliothèques, bibliobus, rencontres culturelles et universités du troisième âge. Cette pénétration multiforme de la société civile n'est pas le fait du corps enseignant dans son ensemble dont on attendrait éventuellement d'autres interventions plus individuelles qui épouseraient de plus près la conjoncture locale ; elle est cependant efficace.

Elle s'appuie sur les associations locales et leur fournit un appui technique. Une association dans la ville fournit une belle illustration de cette méthode, les Francs et Franches Camarades. Issue d'un quartier périphérique construit dans les années 60, cette association s'est peu à peu étendue à toute la ville, regroupant les enfants d'âge scolaire de toutes classes sociales, mais plus particulièrement populaires, et entraînant la participation, autour de son personnel spécialisé (instituteurs, animateurs, moniteurs) une bonne partie des parents, qu'ils soient issus de milieux populaires ou de classes moyennes. Les intérêts différents portés par ces deux catégories à l'activité pédagogique se résolvent dans le cadre de la discussion avec les

spécialistes. Ainsi, en assumant l'identité qui lui est assignée par la société civile, le milieu enseignant assure la constitution d'un groupe social autour d'un système de valeurs centré sur la pédagogie. Le groupe partage, en ce domaine, une même identité sociale, forme un milieu où l'échange entre spécialistes et parents est bien réel, où les conceptions pédagogiques diverses issues de plusieurs catégories sociales s'unifient. Le succès de l'association est tel qu'elle est devenue, après 18 ans d'existence, une « quasi-institution » municipale : fourniture de locaux, prise en charge d'un animateur, subventions, etc... Ce succès, joint à la victoire de l'union de la gauche aux municipales de 1977, s'est concrétisé par une forte représentation du milieu enseignant au conseil municipal (22 %).

On pourrait donc conclure, à partir de cette analyse de l'action collective basée sur le partage d'une même position dans la production que les conditions nécessaires à la constitution de groupes sociaux locaux sont requises lorsque les intérêts matériels ou symboliques du groupe initiateur peuvent être couplés avec les intérêts symboliques d'une partie de la localité. Il peut y avoir alors création d'une dimension culturelle locale spécifique (actions du milieu ouvrier et du milieu enseignant) ou instrumentalisation de dimensions culturelles existantes. Dans tous les cas les actions du milieu initiateur doivent être suffisamment cohérentes et soutenues pour que se crée un espace d'identité sociale qui ait valeur d'unification de la localité, qui soit symbole de son unité. La création culturelle peut passer à la postérité et devenir partie intégrante de la tradition culturelle locale, ou, au moins, constituer un moment de la mémoire sociale et culturelle de la ville, une ressource potentielle.

A l'inverse, lorsque seuls les intérêts matériels sont en jeu, ou lorsque les intérêts symboliques ne peuvent être définis ou sont réduits à une pure instrumentalisation des intérêts matériels (viticulteurs, une partie de l'action des travailleurs indépendants), il ne se forge pas un groupe social local, un groupe d'identité sociale locale, que le groupe en question soit puissant (viticulteurs) ou faible (commerçants).

PRODUCTION, REPRODUCTION SOCIO-CULTURELLE :  
L'INÉLUCTABLE CULTURE LOCALE

Un deuxième type d'action collective repose sur la prise en charge de « besoins sociaux » dans l'espace de reproduction constitué par la ville. Ces besoins sociaux s'expriment dans le domaine sportif, culturel, du cadre de vie ; on les relie à l'idée d'une socialisation croissante de l'individu qui s'effectue ici dans le cadre local. Enfin, ils se réalisent, dès le départ, sur des bases qui rassemblent plusieurs classes ou couches sociales. Le processus d'unification à l'œuvre dans la culture locale se révèle ici dans la très grande possibilité des expressions au plan sportif et la non moins grande difficulté d'expression au plan culturel ; c'est toujours sur le mode

d'une immédiatité trans-historique que se reproduit la culture locale en intégrant les transformations de la morphologie sociale (en particulier, le développement des couches moyennes : 23 % en 1962, 38 % en 1975).

### 1) *Le domaine sportif*

Le sport dans la ville est né au début du siècle d'une double matrice nationale : scolaire et militaire. Il est devenu rapidement un enjeu dans les rivalités politiques qui agitaient la localité, avant de naître entre les deux guerres comme une production propre de la localité, l'expression de sa vitalité dans sa confrontation aux localités voisines. Il est à l'heure actuelle le support d'enjeux très diversifiés.

a) Le jeu à XIII pose le sport, dès l'entre-deux-guerres, comme l'expression d'une vitalité locale dans une compétition de niveau national et régional. Les notions de spectacle, de compétition, de représentation de la ville à l'extérieur entraînent à la participation de membres de toutes les catégories sociales de la ville. Le travail que nécessite cette organisation est divisé entre elles (dirigeants, entraîneurs, guichetiers, travaux occasionnels lors des déplacements, des repas, supporters) et réplique dans une certaine mesure la division sociale du travail de la vie quotidienne. Un milieu spécialisé se crée autour d'une même culture du sport et la diffuse au reste de la ville. Les moments forts de cette activité (par exemple obtention du titre de champion de France) suscitent la participation de la ville dans son ensemble : les lendemains de victoire sont quasiment des jours fériés. Tous les acteurs de ce sport œuvrent pour un travail qui les dépasse. Travail de la ville pour la ville qui touche même ceux qui ne sont jamais spectateurs. Son absence serait ressentie comme un manque.

b) A l'inverse, la pétanque, qui se développe après la seconde guerre et qui rassemble, encore plus que le jeu à XIII, des individus de tous âges et de toutes catégories sociales, n'appelle pas de fortes modalités d'organisation, un nombre élevé de dirigeants, parce qu'elle est, pour l'essentiel, une activité interne à la ville.

Son fonctionnement est beaucoup plus décentralisé : l'unité de base est constituée par le club (une quarantaine de personnes) et son café de rattachement. Enfin, la culture qui se diffuse autour d'elle est moins marquée par l'idéal sportif que par un mélange hybride fait d'adresse physique et de parenté à plaisanterie. C'est le relais — organisé — d'une sociabilité informelle traditionnelle qui a largement disparu : les veillées du soir dans la rue n'existent pratiquement plus ; seuls restent les cafés et leurs habitués. Tous ces traits lui donnent donc le caractère d'une activité essentiellement populaire et masculine.

c) Ce modèle culturel est plus ou moins concurrencé par celui de l'idéal sportif qu'on pourrait définir comme le résultat d'une combinaison réussie entre la performance technique (physique), le progrès personnel (moral),

et l'équilibre social du collectif considéré. Chacun de ces éléments est la condition de l'existence de l'autre : la réussite technique sans l'équilibre humain du collectif n'est pas durable, de même qu'une bonne ambiance qui n'appelle pas le succès. C'est dans cette tension permanente vers la combinaison harmonieuse de ces trois éléments que réside l'idéal sportif. Ce modèle structure autant les sports collectifs que les sports individuels. Quelques nuances cependant les séparent.

Les premiers sont généralement plus anciens dans la ville (foot-ball, basket, volley, hand-ball) et demandent une organisation où quelques responsables font un peu fonction de mécènes. Les seconds (ping-pong, moto, judo, natation, ski, tennis, badminton, cyclotourisme) sont généralement plus récents et donnent lieu à des formes d'organisation moins mécénales, plus autogérées. Ces différences sont toutefois secondaires par rapport aux fonctions qui doivent être assumées par les dirigeants. On peut en citer trois, nécessaires et suffisantes : une fonction de liaison entre la communauté sportive locale et la communauté sportive nationale et régionale, une fonction de liaison avec la localité (obtenir des subventions, diffuser une image de marque favorable), une fonction enfin de formation de la jeunesse selon l'idéal sportif défini ci-dessus. C'est cette dernière fonction qui permet d'éviter, aux sports individuels en particulier, de devenir le support de pratiques de distinction. Si toute nouveauté, lorsqu'elle est captée par un groupe social urbain à l'affût, — par définition parmi les plus privilégiés —, devient naturellement un modèle de distinction, elle est contrainte, pour pouvoir s'exercer de manière durable, d'intégrer la jeunesse. Fonction habituelle du sport ou efficace propre de la localité ? Au niveau des représentations en tous cas, c'est cette deuxième cause qui paraît déterminante ; soulignons de même que ce souci d'intégration de la jeunesse, relativement récent (le début des années 60), est parallèle au développement des sports qui peuvent supporter des pratiques de distinction ; comme si ces dernières se devaient d'être réinterprétées par le contexte local.

d) La décennie 70 voit la réactivation de pratiques de sociabilité populaires, comparables à celles mises en œuvre par la pétanque, avec le développement du sport dit corporatif. Ce sport rassemble des collectifs sur des critères résidentiels (quartier, villages environnants), professionnels (équipes d'usine, de services publics...) ou associatifs (un club de pétanque forme une équipe de foot). Ces principes de constitution sont souples et largement complétés par les réseaux de sociabilité informelle.

Les pratiques sportives concernées sont uniquement collectives (foot, jeu à XIII, volley). L'organisation est autogérée : les conflits qui peuvent naître de l'arbitrage des rencontres ou de l'organisation dans son ensemble sont traités lors des assemblées générales. Les calendriers des rencontres — prévus pour éviter toute concurrence avec le sport officiel — laisse libre le temps du week-end de plus en plus occupé par les loisirs familiaux.

Au niveau de la pratique elle-même de ce genre de sport s'observent des jeux de défi prenant appui sur la base professionnelle ou résidentielle des équipes et entretenant par l'oral ou voie de presse une certaine parenté à plaisanterie. Ici c'est manifestement l'ambiance qui prime sur la technique. L'idéal sportif n'est pas en jeu ; le sport n'est qu'un prétexte.

e) Le modèle de reproduction culturelle basé sur le sport se réalise au travers de formes différentes identifiables par les enjeux sous-jacents et les modèles d'organisation adoptés. Si l'enjeu dominant est celui de la représentation de la ville dans l'espace national ou régional, une organisation hiérarchisée distribue les tâches à effectuer parmi l'ensemble des catégories sociales urbaines qui participent à cette organisation (jeu à XIII). Lorsque l'enjeu est essentiellement interne mais se trouve relié à l'extérieur du fait de la participation à une organisation plus large, les modèles d'organisation sont nécessairement moins hiérarchisés et impliquent seulement que les trois fonctions dévolues aux dirigeants soient remplies (cf. la plupart des sports collectifs et individuels) même si certaines pratiques sportives reconnues plus « distinctives » que d'autres appellent des modes d'organisation moins hiérarchisés. Lorsqu'enfin l'enjeu est uniquement interne, les modèles d'organisation sont très souples et le plus souvent autogérés (pétanque, sport corporatif). Ces enjeux ne sont autres que les besoins sociaux de reproduction que la ville ou des fragments de la ville définit pour elle-même ou pour eux-mêmes. Ils renvoient à des groupes d'identité sociale à géométrie variable qui font de la ville un réseau de communication à structures emboîtées : la communication de proche en proche entre catégories sociales voisines est valorisée ; ce n'est pas une communication généralisée qui mêlerait le haut et le bas de la pyramide sociale.

Cependant, si la pratique sportive constitue bien un modèle privilégié de reproduction culturelle (quelques 1 500 personnes inscrites) qui se diffuse de plus en plus (les adultes par le biais du sport corporatif, du cyclotourisme, du tennis font une irruption massive dans le club omnisports dans les années 70, comparable à celle de la jeunesse scolaire dans les années 60), il semble que ce mode de reproduction culturelle soit actuellement remis en question.

D'une part les sports qui représentent avec succès la ville à l'extérieur mettent en évidence le fait que ce n'est pas l'organisation elle-même du sport qui doit être assurée, mais l'organisation de sa réussite ; d'où l'intervention de plus en plus soutenue de sponsors, de l'institution municipale. Le même sort s'applique à d'autres sports, choisis récemment par des agents économiques puissants comme représentatifs de l'identité locale. D'autre part, on observe dans d'autres sports, et malgré l'accroissement des pratiques, un essouffement du bénévolat au niveau des dirigeants. Ces évolutions ont conduit à l'idée que, pour maintenir l'image de la cité sportive, il lui fallait une organisation forte : création de complexes sportifs bien équipés, avec encadrement quasi-professionnel. Cette question est à

l'ordre du jour. Pour l'instant cependant la ville se reconnaît mieux dans ses multiples groupes ou clubs qui affichent chacun leurs particularités, leur identité sociale originale, leur autonomie. Elle accumule les significations sportives diverses qui ont marqué chacune des récentes décennies ; elle revendique une culture du corps multiforme et décentralisée.

## 2) *Le domaine culturel.*

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la culture semble avoir été vécue sur un mode d'immédiateté : les multiples fêtes des corporations, des sociétés de secours mutuel, les fêtes nationales (laïques ou chrétiennes), les fêtes locales (païennes), le Carnaval, sont associés au calendrier comme à un donné préexistant ; le moment lui-même de la fête n'implique pas la mise en scène d'une distance culturelle qui séparerait producteurs et récepteurs. Même les tournées de troupes théâtrales introduisent peu cette distance. Résidant à Limoux pendant 4 mois chaque année, les troupes font des tournées dans les environs, revenant toutes les fins de semaine au Théâtre limouxin : les acteurs logent chez l'habitant, recrutent parmi eux accessoiristes, machinistes, seconds rôles. La culture de l'opérette est unanimement partagée. Le Carnaval naît à l'improviste de groupes d'amis ou de bandes de jeunesse. Des sociétés musicales locales, qui rassemblent un très grand nombre d'instrumentistes, se produisent en chaque occasion. Seul le milieu enseignant, par ses œuvres laïques, propose une action qui pose d'emblée le rapport à la culture comme une distance à réduire entre producteur et récepteur.

C'est ce modèle qui pénètre les classes aisées dès l'immédiat après-guerre au travers d'associations qui pratiquent bridge, jazz, échecs, peinture, photo, cinéma. Ces associations ne se sont pas élargies à d'autres milieux : la plupart ont disparu.

Des initiatives de même style mais sur des objectifs plus larges (Foyer culturel) connaîtront le même sort dans les années 60. Les échecs de ces tentatives renvoient simultanément à l'impossibilité pour les couches moyennes (cadres salariés, travailleurs indépendants ou professions libérales) de créer entre elles un fonds culturel malgré les besoins culturels que chacune d'elles exprime de son côté, et à l'impossibilité pour elles de sortir de leur milieu en obtenant la participation de couches plus populaires (puisque en certains cas cet objectif était explicitement visé).

Cet échec de la culture cultivée est à rapprocher de l'essor que connaît le Carnaval à la même époque — et qui dure encore. Cet essor passe par la mise sur pied d'une organisation où classes moyennes et couches populaires se retrouvent associées.

L'explosion spontanée d'allégresse, puis sa retombée, dans les premières années qui ont suivi la guerre, donne à certains l'idée d'entretenir cette « liesse » en l'organisant. Un comité se crée qui organise la permanence des bandes (d'une année à l'autre les mêmes se retrouveront), la codification

du folklore (choix des costumes, dates des sorties, moments de chaque sortie) et la recherche des ressources financières. Cette organisation a plusieurs conséquences : elle souligne le côté spectaculaire des sorties, elle réduit la satire sociale que toute bande indépendante ou provisoire pouvait se permettre, elle permet en même temps à un plus grand nombre de carnavaliers de se produire au niveau du spectacle. Ceci pour le côté officiel, la scène ; restent les coulisses du rituel où les jeux de l'interconnaissance, de l'inversion et de la reconnaissance des sexes propices à la « renaissance païenne du monde »<sup>1</sup> restent toujours possibles, et toujours, peu ou prou, actualisés. Au jeu de la vérité, faculté du vivre en double, qui a besoin du masque pour dénuder le masqué comme le non masqué, qui introduit à la critique de l'éternelle hiérarchie sociale et au-delà à une réflexion sur la vie et la mort, des joueurs restent encore présents. Les mythes de l'unité passée, de l'âge d'or perdu peuvent être revécus en cette occasion. Le paradoxe est que, pour conserver l'immédiateté de cette culture, la ville a cru se doter d'une organisation. Si l'organisation a tendance à figer la culture en folklore, ce n'est pas cependant elle seule qui conduit à ce processus ; on pourrait même se demander si en organisant la sociabilité actuelle qui supporte la fête, le Comité ne favorise pas le maintien d'une culture et de rituels qui, sinon, se perdraient. Quoiqu'il en soit de l'interprétation que l'on pourrait retenir, reste un débat en paroles et en actes, propre à la ville, et qui lui fournit les plus larges bases de son identité, sa référence méta-sociale. A ce débat général, chaque bande, de par sa caractérisation sociale, apporte une interprétation propre, critiquée ou admirée, mais dont personne ne songerait à remettre en cause l'existence.

Autre moment, moins intense, de la culture locale : les fêtes annuelles de la ville. Le débat ici est entre une fête gratuite et populaire pour la ville et ses environs ou une fête plus spectaculaire et payante qui tenterait d'élargir sa zone d'attraction et prendrait rang parmi les villes de la région qui ont suivi cette voie. Les partisans de l'une ou l'autre de ces deux formules se retrouvent dans toutes les catégories sociales ; ils se regroupent autour de deux équipes de dirigeants, l'une en activité, formée de travailleurs indépendants et de salariés, l'autre potentielle, plus exclusivement formée de couches moyennes de travailleurs indépendants. Ce qui est en jeu ici c'est moins l'idée d'une culture (constituée en ce cas d'apports extérieurs essentiellement) que l'image de vitalité que la ville veut diffuser : une vitalité conquérante qui excluerait éventuellement les couches sociales les plus défavorisées, ou une vitalité interne permettant de rassembler toutes les couches de la population. C'est pour l'heure cette deuxième formule qui a le dessus.

On voit mieux comment, dans ce contexte de forte homogénéité interne, toutes les initiatives de la culture cultivée peuvent avoir du mal à se développer. C'est cependant dans les années 70, avec le développement

1. C. Gaignebet, *Le Carnaval*, Payot 1974.

de l'idée régionale, que s'opère une redécouverte, forcément distanciée, de l'histoire et de la culture locales. Cette redécouverte donne lieu à la création d'associations dont certaines — les plus fragiles — sont l'œuvre de diffuseurs culturels isolés ; d'autres, plus solides, regroupent autour « d'intellectuels organiques » issus de milieux sociaux très diversifiés, des commerçants et artisans, des enseignants et étudiants, quelques ouvriers et employés. La redécouverte de la langue, du territoire, d'une histoire très localisée, de traditions, se traduit, depuis dix ans, par la diffusion d'une revue à 250 exemplaires. Ces initiatives, peu reliées dans un premier temps à un souci d'appréhension des enjeux culturels contemporains, manifestent les premiers signes d'essoufflement à la fin de la décennie.

Elles sont cependant relayées, et articulées, à ce moment-là, par une autre association qui prend la forme d'une Maison des Jeunes et de la Culture. Ici l'enjeu culturel historique et local est élargi à sa dimension contemporaine : découverte des productions culturelles populaires locales, réflexion sur les capacités d'autonomie locale au plan énergétique, économique, culturel, découverte des cultures dominées (immigrés), prise de conscience enfin des civilisations mondiales et actions de solidarité. Si l'articulation entre ces deux idées culturelles est encore lâche, elle est néanmoins pensée comme possible puisque les deux associations ont décidé d'établir des relations suivies.

La composition sociale de la seconde est cependant assez différente de la première (jeunes travailleurs ouvriers, néo-ruraux, quelques cadres salariés et professions libérales). Ici, une culture nouvelle s'élabore, aux marges de la culture locale, tolérable, mais difficilement intégrable par elle. Son développement reste dépendant de la cohésion des catégories sociales qui le prennent en charge. Un nouvel espace d'identité sociale est en gestation en butte à l'indifférence voire à l'hostilité du corps social local ; mais il est déjà impossible à ce dernier de clôturer l'espace déjà dégagé si la cohésion du groupe fondateur se maintient.

### 3) *Cadre de vie, cycle de vie.*

Les associations qui se donnent pour objet la prise en charge d'un cycle ou du cadre de vie reposent dès le départ sur les mêmes bases pluriclasses : anciens combattants, retraités, veuves civiles, mutilés du travail, etc... Mais les enjeux qu'elles définissent et leur composition sociale peuvent être radicalement opposés. On prendra ici deux exemples opposés.

a) A Limoux-Accueil, toute relation sociale est d'emblée définie comme positive. Cet universalisme postule que toute entrée dans l'association est bénéfique, un compromis entre les intérêts des groupes sociaux représentés étant par définition possible et nécessaire. De ce fait l'association ne se donne pas d'objectifs, laissant ses différentes composantes les définir elles-mêmes. Ainsi l'association a acquis une image de marque bourgeoise qui est relativement contestée en son sein par une minorité ; d'où un

élargissement des horaires d'activité (pour les femmes qui travaillent), l'adoption de pratiques sportives (pour rajeunir l'association), mais toujours sans définition d'objectifs autres que celui de la positivité des relations sociales. Ce qui s'explique peut-être par le fait que cette association constitue un refuge pour des femmes qui ne travaillent pas, et largement exclues par ailleurs de la vie publique locale.

Chaque catégorie sociale apporte ses problèmes, ses intérêts dans l'association, en sort ou y reste selon la satisfaction de ses attentes ; certaines femmes, de catégories sociales peu aisées, trouvent là un substitut aux relations sociales qu'elles ne peuvent susciter dans un cadre privé ; d'autres constituent par le biais de l'association un réseau de relations qu'elles entretiennent ensuite de manière privée. Ce qui reste en définitive, au delà de la mobilité des individus, est un lieu où s'effectue un processus d'assimilation progressive des statuts inférieurs aux statuts supérieurs. Ceci se passe de manière beaucoup plus explicite dans les clubs tels le Rotary ou le Lion's où la relative homogénéité des statuts est loin d'exclure les positionnements hiérarchiques individuels. C'est explicitement l'ascension de statut qui est en jeu ici ; les catégories inférieures de l'association n'apportent pas avec elles leur intérêts ou leur habitus mais s'alignent sur ceux des couches supérieures de l'association. Ce qui peut paraître insupportable à ces dernières qui tiennent à faire respecter un *numerus clausus* ; d'où la multiplication de ces associations subtilement hiérarchisées entre elles. A Limoux-accueil au contraire, si le même type de processus se réalise, c'est loin d'être un projet explicite puisque le principe de l'ouverture est toujours maintenu, mais bien parce qu'aucun objectif n'est réellement défini. C'est d'ailleurs parce que ce relatif mélange de catégories sociales est effectif, — logique habituelle de la vie publique locale, — que la ville accepte bien cette association, alors que par ailleurs elle ne trouve aucun intérêt au travail de ces « spécialistes » de la communication qui prétendent apporter des améliorations, voire donner des leçons, à une ville déjà si sûre de sa vitalité.

b) La confédération Syndicale du Cadre de Vie s'oppose radicalement dans son fonctionnement, à l'ensemble de la vie publique locale. Car s'il s'agit bien ici de rassembler des individus sur la base d'objectifs précis, ce n'est pas seulement pour ouvrir un nouvel espace d'identité sociale, mais pour remettre en question certains rapports sociaux locaux en des domaines tels que le logement, la santé, la consommation, l'école, etc... Action encore plus difficile au niveau local qu'au niveau national dans la mesure où les fonctions réparties entre les acteurs sociaux sont largement recouvertes par le poids des personnes. Action qui a eu du succès dans la mesure où elle s'est opposée à des interlocuteurs extérieurs à la ville (ex. office des H.L.M.) mais qui a dû se replier lorsque les adversaires étaient locaux : critique de la consommation médicale et du paiement à l'acte, critique des irrationalités de la distribution commerciale, critique

de la marginalisation des travailleurs immigrés et essais d'intégration de leurs enfants, critique du fonctionnement de la gestion municipale... Si la société locale dans son ensemble tolère la constitution de nouveaux espaces d'identités sociales, même s'ils contestent sa culture, elle n'admet pas que des groupes sociaux s'affrontent directement aux identités sociales existantes et aux groupes sociaux qui les représentent, que les rapports sociaux du monde du travail soient transposés hors-travail. Ou alors il faudrait que ce type d'initiatives s'impose en étant fortement soutenu par les organisations syndicales ou le milieu des classes moyennes salariées, généralement portées au niveau national sur ce type de contestation. Ce qui n'est le cas localement ni des unes ni des autres. La CSCV regroupe des militants (essentiellement des militantes) des classes populaires auxquels s'adjoignent quelques éléments de classes moyennes salariées ; ses différents échecs ont éclairci ses rangs.

L'échec de la CSCV éclaire la notion de consensus social qui englobe les diverses réalisations de la logique de constitution des groupes sociaux localisés ; il trace les limites de la culture locale. En mettant au jour les ambiguïtés des compromis qui régissent les rapports sociaux locaux inscrits dans l'espace de la reproduction sociale, en désignant l'artifice des consensus entre catégories sociales qui ne font que masquer la reproduction des inégalités, la CSCV souligne en même temps l'ambiguïté des partis politiques de gauche qui déclarent refuser ces compromis mais qui les acceptent implicitement, et l'ambiguïté d'un pouvoir municipal passé maître dans l'art de gérer de manière discrète « l'intérêt général », ou « le bien commun ». Elle trouve très mal sa place dans l'espace de reproduction sociale de la ville précisément parce qu'elle désigne les inégalités ou les hiérarchies que l'action collective se plaît en général à dépasser (exception faite de l'action syndicale), en critiquant les fonctions économiques et sociales des acteurs sociaux agissant dans cet espace.

c) De la même manière, lorsque le parti communiste, nouvel allié minoritaire dans un conseil municipal d'union de gauche, a voulu rendre public un débat sur des questions d'aménagement urbain pour rechercher les voies explicites de constitution d'un consensus, son intervention a avorté dans l'œuf ; elle est apparue incongrue, hors-système. Le pouvoir municipal, chargé à son niveau de la gestion du domaine de la reproduction économique et sociale, ne se signale pas par une politique d'intervention active ; il assure seulement la production des besoins essentiels (logement, zones d'activités artisanales et industrielles, équipements de l'enfance et du troisième âge). S'il observe et enregistre toutes les vitalités du mouvement associatif, s'il connaît même précisément les multiples intérêts en jeu, il ne produit pas une politique qui structurerait la recomposition des alliances entre groupes sociaux<sup>1</sup> ; mais il tient compte des recompositions qui

1. Des exemples ne manquent pas : ce n'est que sur pression de la classe ouvrière qu'il lui apporte son appui ; il ne facilite pas les initiatives des milieux indépendants

s'effectuent localement du fait de l'évolution économique et culturelle, lors de la constitution des listes pour les élections municipales. Il n'intervient pas dans ces recompositions parce qu'il manquerait à la vocation que la ville lui assigne qui est de maintenir le consensus social communal autour de « l'intérêt général » ; parce qu'aussi la diversité des classes sociales qu'il représente, le relatif équilibre qui s'établit entre elles du fait de leurs forces respectives, rend difficile la constitution d'une hégémonie fondée sur l'alliance de quelques-unes d'entre elles. Ce « risque » de comportement hégémonique apporté par l'accès de l'union de la gauche au pouvoir municipal est évacué par la municipalité elle-même. En ce sens, on peut dire que le pouvoir municipal est directement issu de sa société civile, non seulement parce qu'il se donne des règles de fonctionnement identiques à elle, mais aussi parce qu'il n'intervient pas, ou très peu, dans ses processus de recomposition ; au contraire il se modèle au plus près sur elle de manière à pouvoir exercer au niveau local une direction politique déterminée par son appartenance politique au niveau national. Des deux moments de l'hégémonie, celui de la domination (la force) et celui de la direction (le consensus), il n'exerce que le second. Il ne semble pas que le modèle de fonctionnement local doive être altéré par l'arrivée de la gauche au pouvoir national.

On serait donc tenté de décrire la localité comme un processus de constitution d'espaces d'identités sociales. C'est d'abord un processus, dépendant à la fois de références culturelles historiques et de leur instrumentalisation dans et par une morphologie sociale elle-même évolutive. Ces espaces eux-mêmes sont essentiellement interclasses : c'est dire qu'ils n'arrivent à se reproduire et se perpétuer que dans la mesure où ils s'élargissent hors de leur milieu initiateur, et qu'ils sont astreints, pour ce faire, à définir des objectifs qui aient symbole d'unification de la localité, à des niveaux plus ou moins restreints. Dans ce cadre, lorsqu'il s'agit de classes ou de catégories sociales « déclassées » ou peu unies, ces objectifs ne peuvent être atteints que par la lutte et ou une forte unité du milieu initiateur ; ils sont plus aisément réalisables lorsqu'il s'agit de classes ou de catégories sociales bien classées. Ce mécanisme définit en même temps des exclusions : les milieux les plus déqualifiés sont contraints au repli, à « l'inexistence » locale ou encore à une qualification comme pôle négatif de référence ; les milieux surclassés, qui ne veulent pas « se mélanger », sont contraints à une existence hors localité ; mais on ne peut parler d'une culture « moyenne ».

ROBERT CABANES  
ORSTOM

---

visant à la promotion économique de la localité, mais attend qu'une plus forte homogénéité de ce milieu le lui impose, il est, sans le vouloir, au centre du débat actuel qui agite le monde sportif mais il ne prend pas position ; il se garde d'accorder trop de facilité aux associations naissantes qui n'ont pas fait leurs preuves et n'intervient que lorsqu'un consensus général existe déjà (Francas).

Cabanes Robert

Identités du territoire limouxin

Sociologie du Travail, 1983, (2), 160-178. ISSN 0038-0296